

L'heure de la vérité pour le président Petro Porochenko

UKRAINE Le parlement doit se prononcer sur la création d'une Cour anti-corruption

- Le vote aura lieu cette semaine.
- C'est assurément le plus important du quinquennat Porochenko.
- Cela alors que le pays est encore secoué par les spasmes de l'étrange affaire Babchenko.

KIEV

DE NOTRE CORRESPONDANT

Tout juste quelques jours après que les autorités ukrainiennes se sont jouées du monde entier en mettant en scène l'assassinat du journaliste Arkady Babchenko afin de démasquer un potentiel réseau de tueurs russes, voici venu le moment de vérité en Ukraine : d'ici à jeudi, le Parlement à Kiev devra se prononcer sur la création d'une Cour spéciale anti-corruption, une réforme massivement réclamée par la société ukrainienne et la communauté internationale.

Il s'agit là peut-être du moment le plus crucial du mandat de Petro Porochenko : à partir de ce vote, on pourra mesurer si celui qui a été élu en 2014 dans la foulée de la révolution de Maidan, sur un agenda très clairement réformiste, a réussi son rendez-vous avec les attentes de la société. Si le Parlement venait à ne pas voter la création de cette Cour spéciale anti-corruption, l'Ukraine ferait un pas en arrière énorme.

Mais à vrai dire, la session parlementaire qui décidera de l'avenir du pays intervient dans un contexte extrêmement pesant : le paysage médiatique est saturé des scories de l'affaire Babchenko.

Le journaliste a été retrouvé vivant, mais désormais les services ukrainiens (SBU) sont à la manœuvre pour prouver coûte que coûte l'existence d'un ré-

seau de tueurs russes, visiblement prêts à employer tous les moyens. Pour cela, ils n'ont rien trouvé de mieux que d'établir une liste de journalistes menacés de mort.

Plusieurs reporters ont été cités comme témoins dans l'affaire Babchenko, ce qui détourne la presse de son travail :

débattre du texte de loi qui va être mis au vote cette semaine, après des mois de pression de la société civile, de la communauté internationale et du FMI sur le président Petro Porochenko. « Il y a eu un débat public, mais il a été étouffé les derniers jours par l'affaire Babchenko »,

Mesurer si celui qui a été élu en 2014 a réussi son rendez-vous avec les attentes de la société

confirme Daria Kaleniouk, directrice du Centre d'action anti-corruption.

L'enjeu est simple, mais d'une importance fondamentale pour l'Ukraine. Depuis 2014, le pays a créé deux institutions : le Bureau national anti-corruption, une sorte de petit FBI ukrainien chargé des enquêtes, et le Bureau spécial du procureur anti-corruption (Sapo), chargé de l'accusation. Mais dans le pays, les juges sont complètement corrompus et il n'existe aucune cour capable de rendre un jugement indépendant, non politique, sur une affaire de corruption.

Ainsi, Roman Nasirov, 39 ans, un député du bloc Porochenko, puis chef du service des taxes et douanes d'Ukraine, a été arrêté en mars 2017, accusé de s'être servi dans les caisses de l'Etat pour un montant de 70 millions de dollars.

Il a été relâché sur caution et n'a jamais pu être jugé en l'absence de toute cour indépendante de la présidence de la république, mais également de l'influence des oligarques. Une Cour spéciale permettrait de

condamner ces délinquants du système.

« Depuis 25 ans, l'Ukraine a été un pays façonné par un groupe de quinze personnes, les oligarques. Combattre la corruption veut dire combattre ces hommes, expliquait la semaine

dernière au *Soir* Hugues Mingarelli, ambassadeur de l'UE en Ukraine. Il y a eu plus de réformes en Ukraine entre 2014 et aujourd'hui qu'entre 1992 et 2014, mais il y a des personnes qui sont en train de faire dérailler ce processus et laisser l'Ukraine dans l'état où elle était en tant que colonie russe. »

Problème : le président Petro Porochenko fait partie de ces quinze personnes devenues milliardaires grâce au système permettant à des businessmen de profiter de la manne publique et son camp ne veut pas s'auto-saborder.

De manière générale, l'establishment politico-administratif ukrainien, tous camps confondus, freine des quatre fers, à part la jeune classe réformiste. Cependant, la pression de la société civile, bien plus avancée sur la question, est énorme, celle des partenaires étrangers de l'Ukraine également. « L'enjeu est le suivant, soit nous avons une loi qui respecte les recommandations du FMI cette semaine, soit il y a un risque de voir le pays faire faillite », constate Daria Kaleniouk.

Cette spécialiste estime qu'il y a « de bonnes chances » que la loi passe, bien qu'un grand nombre d'amendements soient à étudier et qu'on ne soit pas à l'abri d'une résistance très forte du camp oligarchique. L'affaire est tellement sérieuse que lundi matin, le Premier ministre Volodymyr Groisman, un allié du président qui a tout doucement pris ses distances, a menacé de démissionner si une Cour anti-corruption digne de ce nom n'était pas créée cette semaine. ■

STÉPHANE SIOHAN